

Crédit

Le dynamisme du crédit se confirme, une nouvelle fois porté par le crédit à l'habitat

Les encours de crédits en région Rhône-Alpes ont augmenté de + 2,1 % entre 2013 et 2014, soit une progression supérieure de 1,1 point à l'évolution nationale. Sans réelle surprise, le crédit à l'habitat tire cette tendance (+ 3,6 %). Les crédits à l'équipement enregistrent un tassement (- 0,9 %), le premier depuis 2011, synonyme d'un recul de l'investissement.

Françoise Beluze, Stéphane Albert, Banque de France - Direction des Affaires Régionales

Avec une progression de 3,4 milliards d'euros entre décembre 2013 et décembre 2014, les encours de crédits aux agents économiques de la région Rhône-Alpes ont dépassé 164 milliards d'euros. Proche de son poids dans le PIB national, la région représente 9,6 % de l'encours national de crédits, au deuxième rang derrière l'Île-de-France.

Les **crédits à l'habitat** représentent 63,2 % du total des encours, bien supérieurs à leur part de 54,4 % dans l'encours national (*figure 1*). L'évolution entre 2013 et 2014 a également été plus marquée en Rhône-Alpes qu'en France (+ 3,6 % contre + 2,3 %) (*figure 2*).

Cette tendance, portée essentiellement par trois départements, le Rhône, la Haute-Savoie et l'Isère, est liée à une conjonction de facteurs positifs : un dynamisme démographique qui ne se dément pas, une présence confortée des travailleurs frontaliers en Haute-Savoie, et également des prix à la hausse, sous la pression combinée d'une demande dynamique, d'une offre en baisse, en particulier dans le neuf, et de taux d'intérêt historiquement bas (*figure 3*).

Les **crédits aux entreprises** progressent également avec + 5,0 % pour les crédits à l'exportation et + 2,5 % pour les **crédits de trésorerie**. Si les échanges commerciaux de la région Rhône-Alpes sont restés atones durant les deux premiers trimestres de 2014 (baisse concomitante des exportations et des importations)¹, les exportations

ont amorcé une reprise dès le troisième trimestre (+ 0,3 %) qui s'est poursuivie jusqu'en fin d'année (voir note). La part des crédits à l'exportation demeure cependant faible dans les encours globaux régionaux (0,1 %) et au regard de leur part nationale (1,6 %). Malgré sa légère progression, la part des crédits de trésorerie en Rhône-Alpes est toujours inférieure de moitié à son pendant national (7,4 % contre 13,9 %).

L'évolution favorable de ces crédits est cependant atténuée par une diminution de - 0,9 % des encours de **crédits à l'équipement**. Ce signe de ralentissement de l'investissement est corroboré par l'enquête de fin d'année de la Banque de France qui montre que les entreprises régionales, dans l'industrie et le BTP (Bâtiment Travaux Publics), ont effectivement réduit leurs investissements de l'ordre de 16 % en 2014². Les crédits à l'équipement représentent cependant 25,8 % du total des encours régionaux, taux légèrement supérieur à leur part nationale de 24,7 %.

L'évolution mensuelle des crédits, toujours marquée par une forte saisonnalité est néanmoins très dynamique en région Rhône-Alpes (*figure 4*).

La répartition départementale évolue peu d'une année sur l'autre. Le Rhône, plus particulièrement la métropole lyonnaise, concentre toujours près du tiers des crédits globaux de la région. Il représente plus de 50 % des crédits à l'exportation accordés

aux entreprises régionales. L'Isère et la Haute-Savoie sont les deux autres plus importants bénéficiaires en raison de la dynamique des pôles industriels de nano et microtechnologie en Isère, de l'activité liée aux stations de sports d'hiver mais également à l'industrie du décolletage dans la vallée de l'Arve, en Haute-Savoie (*figures 5 et 6*).■

Note : Trade Repositories (TR) - référentiels centraux de la Banque de France octobre, novembre et décembre 2014

Pour comprendre les résultats

Les centralisations financières territoriales recensent, sur une base conventionnelle, les opérations –dépôts et crédits– traitées par environ 300 banques adhérentes à la Fédération bancaire française, pour le compte de leur clientèle non financière (résidente et non résidente).

Ne participent à cette centralisation ni les sociétés financières ni les institutions financières spécialisées.

Les centralisations sont élaborées en fonction de l'implantation géographique des guichets ayant traité les opérations et sont agrégées par département de la France métropolitaine.

Les variations des données peuvent refléter les modifications affectant les réseaux bancaires.

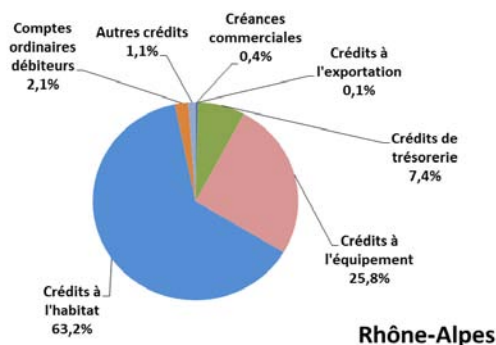
Pour en savoir plus

• <http://www.banque-France.fr/economie-et-statistiques/titres-credit-et-depots.html>

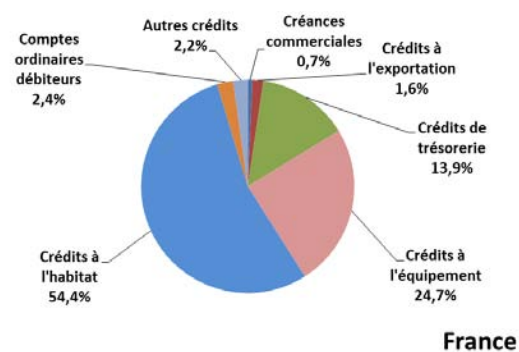
• ¹ Insee note de conjoncture 3^e trimestre 2014, Insee Rhône-Alpes, site internet : http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=8&ref_id=22079

• ² « Les entreprises en Rhône-Alpes, bilan 2014, perspectives 2015 », Banque de France, site internet : <https://www.banque-france.fr/economie-et-statistiques/conjoncture-et-croissance/publications-regionales/publications/rhone-alpes.html>

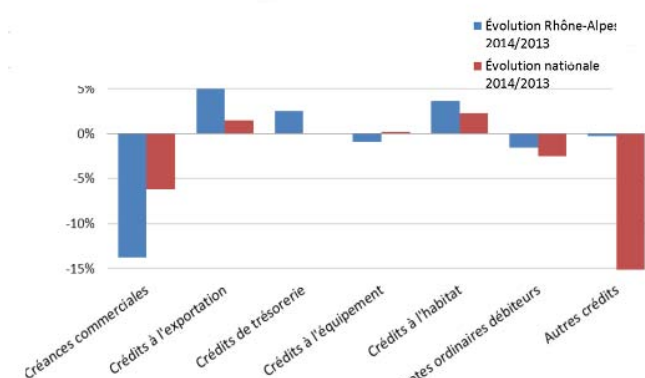
1 Répartition des encours de crédit en Rhône-Alpes et en France en 2014



Source : Banque de France - Centralisations financières territoriales - décembre 2014

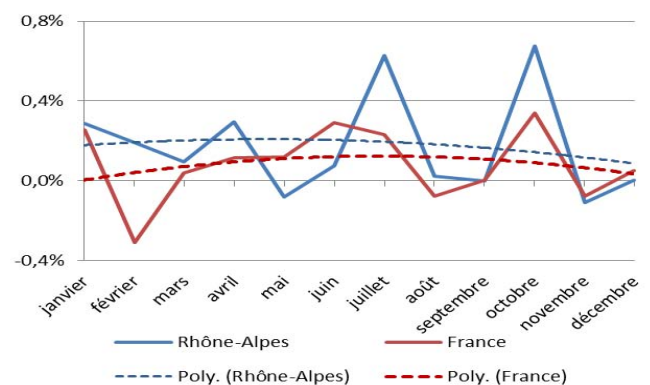


2 Évolution des différents types d'encours entre décembre 2013 et décembre 2014



Source : Banque de France - Centralisations financières territoriales - décembre 2014

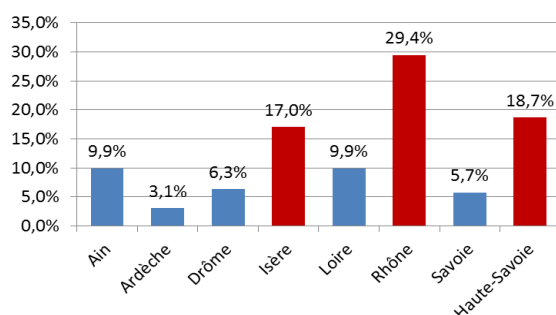
4 Taux de croissance mensuel des encours en 2014



Note : Poly - courbe de tendance polynomiale

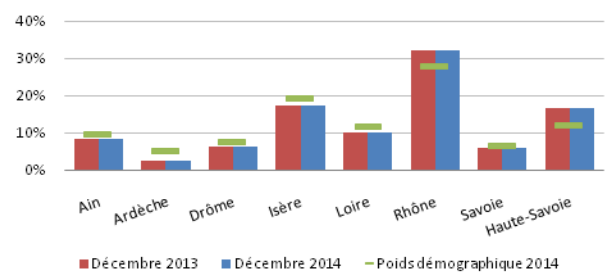
Source : Banque de France - Centralisations financières territoriales - décembre 2014

3 Répartition départementale des crédits à l'habitat



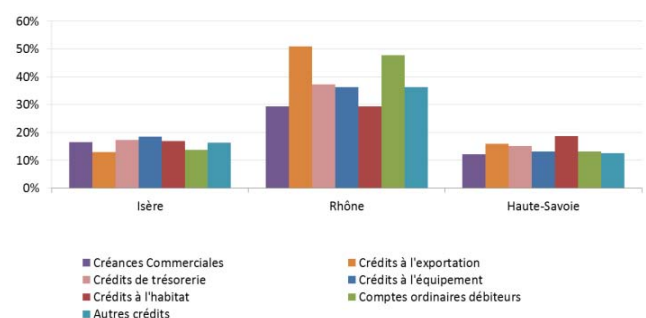
Source : Banque de France - Centralisations financières territoriales - décembre 2014

5 Répartition départementale des encours de crédits



Source : Banque de France - Centralisations financières territoriales - décembre 2014

6 Répartition des crédits dans les trois principaux départements bénéficiaires



Source : Banque de France - Centralisations financières territoriales - décembre 2014